À propos de Frédéric Lordon, "La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique"

Fabien Tarrit

▶ **To cite this version:**

Fabien Tarrit. À propos de Frédéric Lordon, "La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique". Contretemps: revue de critique communiste, 2014. hal-02019747

HAL Id: hal-02019747
https://hal.science/hal-02019747

Submitted on 18 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

À propos de Frédéric Lordon, « La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique », Paris, Les liens qui libèrent, 2014

Fabien Tarrit 11 juillet 2014

Frédéric Lordon, La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Paris, Les liens qui libèrent, 2014, 304 p., 20,50 €.*

C'est avec la théorie de la régulation que Frédéric Lordon a fait ses premières armes théoriques[1], ce qui l'a inscrit d'emblée dans l'hétérodoxie – au sens large, tant la distinction entre orthodoxie et hétérodoxie fait l'objet de multiples débats –, et à vrai dire dans une critique radicale du modèle dominant, modèle socioéconomique bien sûr… mais aussi académique. Cependant c'est à partir de 2008, avec son analyse de la crise financière[2] que son approche prit toute sa singularité. La radicalité de son analyse – « *être radical c'est prendre les choses à la racine. Et la racine, c'est l'homme lui-même* »(Marx) – l'a conduit à rejeter la fixation monodisciplinaire qui a interdit à une large fraction des économistes – ceux parfois qualifiés d'orthodoxes, mais aussi un certain nombre d'hétérodoxes – de concevoir cette crise comme une réfutation de leurs modèles. Il a ainsi puisé les sources de sa conception des rapports de domination dans la philosophie, mais aussi dans la sociologie, notamment en discutant de la rationalité à la lumière des concepts spinoziens, parmi lesquels celui d'affect. Cela s'inscrit pleinement dans sa conception de l'économie comme une économie politique[3], comme un moyen de penser le monde et surtout de l'interpréter pour le transformer. Il interroge les conditions (« le cadre ») dans lesquelles sont mises en œuvre des politiques économiques qui pèsent lourdement sur les peuples, et desquelles il est question de sortir.

Le fragment de ce cadre que Frédéric Lordon analyse dans son dernier ouvrage, *La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, est l'Union européenne (UE). Il nous invite à reconsidérer la construction européenne à travers une critique radicale des politiques qu'il conçoit comme étant pilotées par l'Union européenne, sous le patronage de l'Allemagne, en interrogeant la possibilité de renoncer à la monnaie unique, précisément pour construire une unité entre les nations européennes. Il s'agirait alors de quitter l'euro afin de construire, *via* un retour à la souveraineté nationale, d'authentiques rapports internationaux, qui ne se réduisent pas à leur dimension économique. À cet égard son livre s'adresse explicitement à ceux avec qui il juge partager un même camp politique, celui de la gauche radicale, ou de la « gauche de gauche » – formule qu'il emprunte à

Pierre Bourdieu en l'opposant à la « gauche de la gauche » –, à laquelle il attribue deux défauts : l'européisme et son corollaire, l'internationalisme abstrait. Nous tâcherons ici de proposer des clés de lecture de la manière dont Frédéric Lordon développe une critique de l'euro dans l'optique de construire une alternative aux rapports de domination actuels ; nous les associerons à des éléments de discussion, en particulier sur la question du cadre et sur celle de l'internationalisme.

Une critique puissante de l'euro en faveur de l'Europe

L'auteur prend le soin de délimiter son sujet en écartant de la discussion trois problématiques : celle du capitalisme, celle des difficultés posées par la croissance, et celle de la souveraineté et des institutions. Ces éléments de discussion, du moins le premier et le troisième, s'ils ne sont pas abordés directement, découlent implicitement de son raisonnement et reviendront naturellement dans le déroulement de la discussion.

Le cœur de la critique qu'il adresse à l'Union européenne, à la zone euro, et en particulier à l'Allemagne qu'il juge hégémonique, est d'avoir privé les peuples de leur souveraineté et de l'avoir transférée aux créanciers, renforçant ainsi le pouvoir actionnarial. Consubstantielles à l'Union européenne, au moins depuis la création de l'euro, de telles pratiques ont été dévoilées par la crise de 2007-2008. Ainsi, l'Union européenne, *via* son inscription dans le processus international de dérèglementation, de désintermédiation et de décloisonnement (les « 3D ») engagé au cours des années 1980, au détriment d'une « Europe sociale » promise de longue date, a inscrit dans ses traités le transfert de souveraineté de la délibération démocratique vers le pouvoir des créanciers, en exposant les États membres aux marchés internationaux de capitaux. En imposant des seuils (critères du pacte de stabilité, règles budgétaires, solde structurel…) dans des textes à valeur constitutionnelle, l'UE prive les États de toute marge de manœuvre.

Au banc des accusés : l'Allemagne. Elle aurait profité de sa position dominante pour imposer une telle soumission, comme condition de son intégration dans l'Union européenne voulue d'abord par la France. Cela prit la forme de l'orthodoxie budgétaire, de l'obsession de l'inflation, de l'indépendance de la Banque centrale, du refus de toute politique contra-cyclique, soit un ensemble de principes prioritaires, préalables à la délibération démocratique, et dont l'auteur prête la responsabilité non seulement à la classe dirigeante allemande mais à la population de ce pays dans son ensemble ; nous y reviendrons. L'Allemagne est ainsi accusée d'être à l'origine de la neutralisation de la souveraineté et donc du renforcement conséquent des nationalismes et des tensions entre les nations.

Cette politique d'étranglement et de dépossession démocratiques a été d'abord expérimentée dans les pays les plus fragiles de la zone euro, à commencer par la Grèce, victime d'une « stratégie du choc » – de la même nature que celle remarquablement décrite par Naomi Klein[4] – d'une extrême violence, et conçue comme un laboratoire pour une politique d'austérité généralisée. *Via* la compression salariale pour les travailleurs, les baisses de dépenses publiques pour les plus pauvres, la vente à la découpe des biens et des services publics et les baisses d'impôt pour les plus riches, l'austérité permet d'améliorer le rendement pour les capitalistes tout en préparant les conditions d'une aggravation de la situation économique, puisqu'en diminuant la demande (à la fois la consommation, l'investissement et les dépenses publiques) comme condition de l'augmentation des dividendes, de telles politiques signent la condamnation économique d'un pays au compte des intérêts des actionnaires, et donc de la classe capitaliste. Pour Frédéric Lordon, le mode opératoire de l'euro repose précisément sur la soumission des politiques économiques, et donc des États, aux marchés de capitaux, et toute transformation significative de la construction européenne implique un démantèlement du pouvoir de ces marchés. Cela signifie qu'ils s'opposeront à tout dispositif leur retirant du pouvoir, si bien que dans le cadre institutionnel de la zone euro, tout projet de transformation sera confronté à la spéculation et à une crise de marché.

Il propose par conséquent de sortir de cette mécanique cornélienne en restaurant la souveraineté, ce qui passe par le défaut sur la dette souveraine – une telle possibilité est renforcée par l'exemple

islandais –, la restitution de leur pouvoir aux banques centrales nationales, la dévaluation, et l'établissement d'un contrôle public sur le secteur bancaire et sur les marchés de capitaux. Il s'agit d'une sortie de l'euro – l'absence de levier politique rendrait illusoire tout projet d'euro progressiste –, comme une étape vers la sortie du capitalisme, comme une condition d'une coopération entre nations, dont le capital serait la principale victime. Il serait alors question de renationaliser les politiques économiques pour mieux internationaliser les échanges. Cela passerait par une monnaie commune, de laquelle serait probablement écartée l'Allemagne pour des raisons évoquées précédemment, associée à des monnaies nationales convertibles avec parités ajustables. Cette reconfiguration permettrait une réintermédiation de l'économie, un retour à la souveraineté démocratique, et ouvrirait la possibilité d'une relance par la demande.

Une question de cadre

La critique adressée par Frédéric Lordon à l'euro, et plus largement à la construction européenne telle qu'elle a été opérée jusqu'à présent, renvoie à une critique qu'il a souvent formulée contre le cadre imposé aux rapports sociaux, entre peuples, entre classes, entre États. Le cadre qui est ici interrogé est la zone euro, accusée de n'avoir pas pour objectif la croissance économique, le bien-être des peuples, mais le soutien au capital des pays européens, en particulier les plus puissants (donc d'une minorité sociale), face aux autres puissances et face aux salariés de l'ensemble de l'Union européenne, autrement dit la grande majorité des populations. C'est de ce cadre que discute Frédéric Lordon. On peut s'interroger sur la nature de ce cadre, sur les raisons de vouloir en sortir, sur les intérêts qui conduisent certains acteurs à vouloir rester dans le cadre, et sur les alternatives, à la fois politiques, sociales et économiques.

Sur la nature du cadre, la position de Frédéric Lordon opère à plusieurs niveaux et semble ne pas être encore stabilisée. Il peut s'agir – par ordre croissant d'importance, l'étage supérieur incluant l'étage inférieur – de l'euro, de la phase néolibérale du capitalisme dont l'euro est envisagé par l'auteur comme une incarnation, ou du capitalisme lui-même. Or pour construire une politique émancipatrice, il est indispensable de savoir quel cadre affronter, autrement dit de bien identifier son adversaire. L'auteur s'en prend toujours à l'euro, parfois au néolibéralisme, moins souvent au capitalisme. Faute de pouvoir l'identifier précisément, et en proposant plusieurs versions qui ne sont pas toujours cohérentes les unes avec les autres, la critique risque de manquer sa cible. Les outils à mettre en œuvre pour une sortie du néolibéralisme sont radicalement différents de ceux nécessaires à une sortie du capitalisme. De ce point de vue, on peut présumer que Frédéric Lordon est partisan, au mieux, d'une sortie graduelle du capitalisme. Nous y reviendrons.

Sur les raisons de sortir du cadre, on peut imaginer une sortie, par ordre croissant de radicalité, de l'euro, du néolibéralisme ou du capitalisme. Si l'on s'en tient au cadre dont il est sûr que l'auteur souhaite sortir, il apparaît que l'Union européenne, et en particulier la zone euro, a abouti à des résultats contraires aux objectifs qu'elle proclame. L'Union européenne se présentait comme porteur la pacification, or elle est devenue un lieu de tensions, à la fois entre les États (entre l'Allemagne et la Grèce par exemple) et au sein des États, avec le renforcement des nationalismes et des partis les plus réactionnaires. L'Union européenne se voyait comme le cadre de l'homogénéisation des trajectoires économiques, or l'hétérogénéité (en termes de coût, de productivité) s'est accrue. L'Union européenne était censée accroître le bien-être des peuples, or les politiques d'austérité menées dans toute l'Europe – et même de dépossession pour certains pays (la Grèce en premier lieu) – semblent prouver l'inverse. On est en droit de se demander, pour reprendre les critères que Frédéric Lordon évoquait dans *Capitalisme, désir et servitude*, quel est l'ampleur de l'angle alpha[5] à partir duquel les peuples décideront de se révolter contre de telles politiques…

On peut alors s'interroger : qui a intérêt à rester dans ce cadre ? Les pays dont l'angle alpha est le plus faible, suggère Frédéric Lordon, à commencer par l'Allemagne, associée à ses partenaires autrichien, néerlandais et finlandais, qui ne parvient à régler ses comptes avec son histoire

monétaire. L'hyperinflation de 1923 est accusée d'avoir précipité la montée du nazisme, même si l'auteur insiste sur le fait que la cause réelle réside dans les politiques d'austérité menées au début des années 1930. Il n'en reste pas moins que cette obsession monétariste, dont Frédéric Lordon affirme qu'elle est partagée non seulement par la Bundesbank et les élites allemandes mais par l'ensemble du corps social allemand, dicterait à l'Allemagne de telles politiques d'austérité. Il est vrai que l'Allemagne n'avait rien à gagner à la monnaie unique, mais sa position dominante l'a autorisée à imposer son modèle et, plutôt que sauver l'euro, elle préférerait défendre ses principes et conserver sa domination.

L'auteur attribue donc la catastrophe en cours à l'acharnement doctrinaire de l'Allemagne. Il a beau s'en défendre mais faute de clarification, on ne peut s'empêcher de penser qu'il cède, si ce n'est à la germanophobie, ce dont il se défend (p. 63), du moins à des explications qui relèvent moins de caractéristiques structurelles que de traits spécifiques au peuple allemand, lorsqu'il explique que *« tout le corps social allemand* […] *partage* [l]*es préoccupations »* de la Bundesbank (p. 74), ou encore que *« le corps social allemand* […] *adhère comme à des valeurs supérieures, méta-politiques »* à *« la neutralisation démocratique dont* [la construction monétaire européenne] *a fait son principe sous ultimatum allemand »* (p. 213-214). À l'inverse nous pourrions suggérer que les classes capitalistes européennes, parmi lesquelles la fraction allemande est la plus puissante, ont cherché à se renforcer face à leurs concurrents en Amérique et en Asie, mais aussi face aux travailleurs de leurs propres pays, et que la bourgeoisie allemande a suivi le processus en réussissant à imposer, du fait de sa position dominante plutôt que d'une impulsion propre au peuple allemand dans son ensemble, un modèle correspondant à ses propres intérêts. En ce sens, la politique de l'Allemagne, ne relèverait pas d'une psychologie historique nationale, mais des intérêts spécifiques du capital financier et industriel allemand.

Pour sortir du cadre, Frédéric Lordon propose une restauration de la souveraineté, celle du peuple plutôt que celle de la nation, pour se distinguer des souverainistes qui pensent – et fétichisent – la nation comme le seul cadre possible de souveraineté pour les peuples, et on ne peut que se féliciter de voir l'auteur s'approprier, sur un terrain progressiste, un débat largement confisqué par les forces les plus réactionnaires. La délibération démocratique ayant été neutralisée par l'Allemagne, il serait question de la rapatrier vers la nation, pour laquelle l'affect commun serait plus fort que pour l'Europe, non pas pour opérer un repli national, mais précisément comme le départ d'une nouvelle coopération. L'auteur préconise ainsi, en sortant de l'euro, de faire défaut sur la dette (ce qui implique une nationalisation des banques sans indemnité ni rachat), de démanteler le pouvoir des marchés de capitaux, et d'établir une monnaie commune, avec quatre ou cinq pays similaires, de préférence sans l'Allemagne, pour des raisons expliquées précédemment. On pense, outre la France, à l'Italie, la Belgique, l'Espagne, le Danemark, la Suède… comme un retour à la CECA de 1951, à laquelle Frédéric Lordon propose de modifier à la fois les attributions et certains des acteurs.

Pour un internationalisme concret

Une alternative à un retour à la nation aurait pu être un internationalisme concret passant par une alliance internationale des peuples (dont les contours restent à définir, mais l'histoire regorge d'exemples), qui précisément s'opposerait au capitalisme, en faveur d'États-Unis socialistes d'Europe. Frédéric Lordon se contente d'aborder la question et de proposer une esquisse de réponse ; il conçoit une association coopérative entre nations. Toutefois, on peut regretter que sa critique – justifiée à bien des égards – des partisans de ce qu'il qualifie d'« internationalisme abstrait » (parmi lesquels on devine nombre d'Économistes atterrés, certains économistes d'ATTAC…), qui de fait acceptent la mondialisation capitaliste comme une étape vers un internationalisme réel, ne s'accompagne pas d'une construction théorique prenant au sérieux la question de l'internationalisme, et donc de la sortie du capitalisme. La crise de 2008 fut l'occasion manquée de poser cette question pourtant brûlante ; plus précisément ceux qui la posaient ont

rapidement été rendus inaudibles en raison du vacarme provoqué par les cris terrifiés des partisans du maintien du capitalisme, et dont la voix fut amplifiée par le champ médiatique, lui-même tétanisé. Frédéric Lordon propose de saisir la situation présente pour la poser de nouveau.

Il préconise ainsi de supprimer la Bourse, de sortir de l'euro, de ne pas rembourser les dettes illégitimes[6], ce qui permettrait de déposséder le capital financier de son pouvoir. Dans cette perspective il propose, pour immuniser l'économie des turbulences des marchés en revenant sur les « 3D » mentionnés précédemment et qui furent le fil directeur de la mutation néolibérale du capitalisme pendant les années 1980, de reconstruire l'État social tel qu'il existait pendant la phase fordiste du capitalisme. Sans partager les illusions courantes sur la qualité des conditions de travail durant cette période, Frédéric Lordon signale qu'alors les investisseurs institutionnels n'avaient que très peu de pouvoir, qu'un niveau élevé de croissance était accompagné de protectionnisme, de l'encadrement de la finance, du contrôle des investissements directs à l'étranger, etc. De la sorte, on peut faire l'hypothèse qu'il n'a pas rompu complètement avec son héritage régulationniste, dans la mesure où le cadre qu'il souhaite combattre n'est pas tant le capitalisme conçu comme régime de propriété privée des moyens de production que le néolibéralisme comme phase la plus récente du capitalisme. Il s'en prend ainsi au capital financier – il évoque un capitalisme actionnarial[7] – mais sa critique est bien moins vive contre le capital industriel, et il semble ainsi sous-estimer l'intrication entre capital financier et capital industriel. Au final, il ne propose pas réellement une sortie du capitalisme, qui supposerait une forme d'expropriation du capital industriel, tel qu'il la préconise pour le capital financier, et il paraît privilégier une fraction de la bourgeoisie (capital industriel) sur une autre (capital financier, en particulier actionnarial).

C'est dans cette mesure que Frédéric Lordon manque en partie sa cible, accusant l'Union européenne, l'euro, et en particulier l'Allemagne, d'être les principaux responsables des offensives menées contre les peuples, en particulier les travailleurs, depuis la crise de 2008 et la mise en œuvre de politiques d'austérité particulièrement violentes. Deux points méritent d'être soulevés en particulier. D'une part, il est en effet parfaitement possible de penser, en particulier compte tenu de la conjoncture économique résultant de la crise de 2007-2008, que des politiques similaires auraient été menées même en l'absence d'Union européenne et d'euro (d'ailleurs la Grande-Bretagne, qui n'est pas dans la zone euro, ne s'est pas distingué par des politiques anti-austérité, loin de là), dans la mesure où elles existent à la fois du fait des besoins du capital et de la configuration de la lutte de classes. D'autre part, rappelons que les principales décisions de l'Union européenne sont prises par le Conseil européen – et dans une moindre mesure par la Commission européenne – qui, loin d'être un organe supranational, regroupe l'ensemble des chefs d'Etat ou de gouvernement, si bien que les dites décisions résultent d'une délibération, qui peut prendre la forme d'un consensus ou d'un rapport de force, et qu'aucun État ne possède une hégémonie lui permettant d'imposer ses positions. Il est bien sûr utile de rappeler que les rapports entre États sont déséquilibrés au sein l'Union européenne, tant il apparaît que l'État allemand est celui dont l'influence est la plus forte, mais sa position n'est pas hégémonique au point de pouvoir se passer de négociations avec les autres (notamment l'Etat français).

Par conséquent, si l'on admet le principe selon lequel les mêmes causes produisent les mêmes effets, rien ne garantit que la solution préconisée par Frédéric Lordon, à savoir celle d'une mini-communauté dotée d'une monnaie commune, ne comporterait pas les mêmes contradictions et n'aboutirait pas, toutes choses égales par ailleurs[8], à des résultats équivalents. C'est que ces solutions portent logiquement les stigmates de prémisses qui mériteraient d'être davantage discutées, et nous suggérons par exemple qu'il aurait été fort utile d'approfondir, plutôt que d'effleurer, la question de l'internationalisme afin d'apporter une réponse aux difficultés de la construction européenne qui tiennent précisément à ce que l'Union européenne repose moins sur une solidarité entre les peuples, à commencer par les travailleurs, que sur un rapport de force entre nations et une concurrence précisément entre travailleurs, et de discuter la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

Il n'en reste pas moins que le livre de Frédéric Lordon constitue une contribution utile à la fois pour ceux qui cherchent à se dégager de l'écume médiatique sur la question de la construction européenne et pour ceux, souvent les mêmes, qui cherchent des outils pour élaborer une alternative à la fois intellectuelle, économique et politique.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

1. ⇧ Voir « Pour une socionoétique des objets économiques. Entretien avec Frédéric Lordon », *Revue de la régulation*, n°2, janvier 2008.

2. ⇧ Voir *La crise de trop. Reconstruction d'un monde failli*, Fayard, 2009, et ici même Cédric Durand « À propos du dernier livre de Frédéric Lordon ».

3. ⇧ Il a participé au congrès de fondation de l'Association française d'économie politique (AFEP) en 2010.

4. ⇧ Voir *La Stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2008.

5. ⇧ L'angle alpha sépare les vecteurs du désir-maître (celui du capital) et du désir de la classe des travailleurs, de telle sorte que plus il est proche de zéro, plus les aspirations des salariés correspondent (sont soumis) à celles du capital, et plus il est élevé, moins les salariés acceptent la soumission et plus la propension à la résistance est élevé. Voir F. Lordon, *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*, La fabrique, 2010.

6. ⇧ Voir à ce sujet les « Bonnes feuilles de *Les dettes illégitimes* de François Chesnais ».

7. ⇧ Voir notamment F. Lordon, *La politique du capital*, Paris, Odile Jacob, 2002.

8. ⇧ À part une explication relevant de la culture nationale, qui ne nous paraît pas pertinente, rien ne garantit que l'absence de l'Allemagne assure que toute chose ne soit pas égale par ailleurs.

capital, économie, euro, Europe, monnaie